

Texte d'ANALYSE
n°1/2016

Publication sur site web :
avril 2016

L'IRRÉVERSIBLE ACCROISSEMENT DU TAUX D'ACTIVITÉ DES FEMMES... ?

Comment repenser l'histoire du travail des femmes en Belgique...

L'auteure

Hedwige PEEMANS-POULLET, licenciée en Philosophie et Lettres (UCL) et docteure en Histoire (Paris X), a été enseignante, assistante universitaire (UCL), attachée à la Commission du Travail des Femmes (Ministère de l'Emploi et du Travail) et rédactrice en chef (Mutualités chrétiennes). Elle est membre de l'Université des Femmes dont elle est une des Fondatrices.

Introduction : le constat

Les statistiques officielles s'en félicitent : les taux d'activité et d'emploi des femmes se sont accrus sans discontinuer depuis le recensement de 1947...

Aujourd'hui (2014) dans la tranche d'âge de 20 à 64 ans (âge d'activité), le taux d'activité (emploi + chômage) des femmes est de 68,2%, celui des hommes de 78,6%.

Leur taux d'emploi est de 62,9%, celui des hommes de 71,6% ; l'écart entre ces taux d'emploi est de 8,7 points.

Le taux de chômage des femmes de 7,7%, est moins élevé que celui des hommes 8,9%.

N'est-ce pas un miracle ?

Or, ramené à un emploi à plein temps, ce taux (ETP) n'est plus que 53,3% pour les femmes et 70% pour les hommes, soit un écart de 16,7 points. C'est l'envers de la médaille.

Chaque mois, le *salaire* mensuel brut moyen d'une employée à temps plein affiche un déficit de 219 € par rapport à celui d'un homme équivalent. La rémunération d'un travail à temps partiel (plus de 40% des travailleuses) ne permet pas de vivre indépendamment.

Enfin, le « piège à l'inactivité »¹ pour le deuxième membre d'un couple (autrement dit, pour la femme) reste toujours de plus de 35%. C'est un pourcentage plus élevé pour la Belgique que pour la moyenne européenne.

Un miracle ? Certes, mais celui de la résistance des femmes à l'adversité, autrement dit, à l'adversaire !

Les femmes ont toujours travaillé...

Lorsque Sylvie Schweitzer déclare que « *Les femmes ont toujours travaillé* », elle sous-entend que les femmes en âge d'activité (hormis les rentières²) ont toujours eu le projet d'exercer une activité professionnelle et/ou rémunérée mais que « *leur travail est toujours présenté comme fortuit et récent. On feint d'ignorer que les femmes ont aussi été paysannes, commerçantes, ouvrières, employées, infirmières, institutrices. Depuis toujours* »³. En effet, si les femmes ont toujours travaillé comment pouvons-nous parler aujourd'hui de l'*augmentation* du travail des femmes ? Comment expliquer qu'elles sont, malgré tout, victimes de *sous-emploi* et qu'elles sont surreprésentées parmi les *démunis* ?

Le présupposé de Schweitzer, invite à revisiter l'histoire du travail des femmes en Belgique. Pour chaque époque, il faudrait disposer d'un tableau de l'ensemble des femmes, en tenant compte de leur âge, état civil, enfants, acquis scolaires... et de leur activité formelle et informelle. Ainsi, comme le fait Sylvie Schweitzer⁴, on commencerait par revoir la construction des données statistiques. Les enquêtes et les recensements ont été pensés, construits et appliqués par des hommes. Souvent les enquêteurs interrogent le chef de ménage⁵ pour obtenir des informations sur les membres de sa famille⁶. Les enquêtes du XIX^{ème} siècle n'étaient pas adaptées à la complexité de la proto-industrialisation (articulation entre le travail industriel à domicile et le travail paysan) ou au travail temporaire (récolte du houblon, culture des asperges...) où travaillent tant de femmes. Elles n'incluent pas l'ensemble du *travail* informel comme les *métiers* autrefois exercés par des religieuses (enseignement, soins de santé, assistance aux pauvres) ou par des *femmes d'œuvres*. Il faut donc rendre visible les transformations du travail *informel* en travail *formel* et montrer combien les femmes ont contribué par leur *travail* à accroître le bien-être social et économique de la société. À cela s'ajoute évidemment tout leur investissement dans la « reproduction »⁷.

À contre temps et contre courant

Au vu de ces prémisses, comment expliquer l'élaboration de toutes ces politiques économiques et sociales qui instaurent un décalage discriminatoire entre la propension évidente des femmes à exercer une activité rémunératrice et/ou professionnelle et le déficit actuel par rapport à leurs attentes ?

Après la Seconde Guerre mondiale, les partis politiques ont rechaussé leurs vieilles idées et relancé sans succès, l'idéal de la « mère au foyer »

(*allocation socio-pédagogique*). C'est la crise des années '70 qui leur permettra, une nouvelle fois, d'agresser profondément⁸ le travail professionnel des femmes en les soustrayant *partiellement, temporairement* ou *définitivement* au marché du travail et en amenuisant continuellement les bénéfices de leur travail (discriminations en rémunérations, sécurité sociale, fiscalité...). Comme autrefois, ils s'appuient principalement sur la branche du chômage. Ils diffusent l'idée que le chômage des femmes n'est pas de même *nature* que celui des hommes, que les femmes utilisent leurs allocations pour *rester au foyer* et que les femmes *mariées* n'ont pas réellement *besoin* de leurs allocations ; elles ne seraient donc pas vraiment sujets de droits et leurs cotisations sociales ne devraient pas ouvrir réellement les mêmes droits.

Dès le début de la crise, les femmes ont été surreprésentées dans la mise en chômage. Elles ont représenté $\pm 60\%$ des chômeurs au moment où elles étaient $\pm 43\%$ des assurés contre le chômage.

Les manipulations de la réglementation du chômage permettent de les décrocher *définitivement, partiellement* ou *temporairement* du marché du travail. L'exclusion complète du marché du travail est obtenue par les réglementations successives sur le chômage de *durée anormalement longue ou répétitive*. Le décrochage partiel du marché du travail est obtenu par l'obligation pour les chômeuses complètes *d'accepter un emploi partiel*, sous peine de perdre leurs droits aux allocations. L'écartement temporaire est obtenu par des incitations à décrocher grâce à *l'interruption de chômage pour des raisons familiales ou sociales*, mais surtout par les mesures dites de « conciliation entre la vie professionnelle et la vie familiale »⁹ qui, *socialement justifiées mais inégalement partagées*, fournissent autant d'incitations à s'écarter provisoirement du marché du travail.

Chaque exclusion oblige la victime à repartir à zéro. Chaque écartement temporaire ou partiel oblige la victime/bénéficiaire à s'adapter et à calculer le « prix à payer », non seulement au présent mais aussi à l'âge de la retraite. Selon un sondage fait, en 2005, par l'Office National des Pensions, plus de 27% des pensionnées avaient renoncé à leur « petite » pension individuelle pour permettre à leur conjoint de prendre une pension au « taux ménage » dont le montant est plus avantageux que l'addition des deux pensions individuelles. Ces pensionnées ont ainsi travaillé et versé des cotisations à fonds perdus et se retrouvent, comme si elles avaient été « femmes au foyer », dans la complète dépendance socio-économique de leur *conjoint/cohabitant vivant ou défunt*.

Voilà pourquoi nous écrivions plus haut que les taux d'activité et d'emploi des femmes représentent un miracle de la résistance des femmes à l'adversité...

L'adversité des pouvoirs économiques et sociaux n'est pas constante...

Ces politiques extrêmement négatives à l'égard du travail professionnel des femmes n'est pas une « constante », autrement dit elle a une histoire, elle est socialement construite. À nous de retrouver les acteurs, les mobiles, les moments décisifs...

Au milieu du XIX^{ème} siècle, quand la crise de l'industrie linière mettait les Flandres à genoux, les pouvoirs économiques, politiques et sociaux, quelles que soient leurs motivations respectives¹⁰, se souciaient autant de l'avenir des fileuses que de celui des tisserands et ils préconisaient des solutions qui ne reposaient pas sur une discrimination entre hommes et femmes.

Il n'y aura pas de sauvetage global de l'industrie linière traditionnelle. Mais une telle crise s'est soldée par une « dépossession » globale des travailleurs de ces secteurs. D'innombrables femmes sont alors en chômage informel et, après avoir tant travaillé, se trouvent réduites à la mendicité ou doivent faire appel à l'assistance publique. Elles sont ainsi dépossédées de leurs qualifications professionnelles et de ce qu'elles avaient acquis par leur travail (maison, meubles, linge de maison, matériel de cuisine, outils de travail...) : *« nous ne subsistons qu'en vendant ce que nous possédons »* se plaignent les fileuses et tisserands de Renaix¹¹.

Une crise économique ou une restructuration sauvage du marché du travail ont souvent un impact différent pour les femmes et pour les hommes. Non seulement à cause de leurs qualifications respectives, de leurs niveaux hiérarchiques différents, de leurs inégales possibilités de se reclasser, d'une mobilité réduite par les charges familiales mais aussi par leurs rapports différents aux biens élémentaires de la vie domestique. Pour une femme, repartir à zéro, c'est souvent reconstituer tout l'équipement de base d'un ménage...

De nombreuses crises surviendront encore, mais lorsque celles-ci concernent une activité majoritairement féminine les pouvoirs publics se sentent moins concernés¹². Exemple : la dentellerie, industrie à domicile qui, en une soixantaine d'années, a perdu plus de 140.000 emplois¹³. Jusqu'à la Première Guerre mondiale, il semble que tant les pouvoirs politiques ou économiques que les « autorités sociales », conviennent que l'intérêt économique du travail des femmes¹⁴ l'emporte sur l'idéologie familialiste et son modèle de la « femme au foyer ». Ce modèle fait, certes, l'objet de recommandations du clergé, entendues par certains fidèles du monde masculin¹⁵, mais il ne faut pas confondre les conseils et les pratiques.

Crise et nouvel assaut de familialisme

Après la grande guerre, l'hommage à rendre aux hommes rendus à la vie civile semble inclure des restrictions aux droits et à l'autonomie des femmes. Cette « nouvelle » hiérarchisation, s'articule à une régression inexorable de la domesticité au sein des familles de classes moyennes ainsi que du travail industriel à domicile.

En effet, la diminution de la domesticité oblige les femmes des classes moyennes à assumer elles-mêmes les charges du ménage sans aide extérieure et à se vanter de ce « choix » moderne.

Elles sont encouragées par les courants familialistes (Ligue des familles nombreuses...) et sociaux (dont Maria Baers¹⁶ responsable des Œuvres Sociales Féminines Chrétiennes et inspiratrice du Syndicat Chrétien) qui vont susciter des enquêtes, se livrer à une propagande incessante dans tous les milieux et à un lobbying politique efficace, en vue de réduire les femmes mariées à l'inactivité.

Le résultat ne se fait pas attendre : lors de la crise des années '30, les gouvernements catholiques/libéraux (Renkin, de Broqueville puis Theunis), adoptent tout un ensemble de mesures réduisant les rémunérations, les droits au travail et aux allocations de chômage des travailleuses mariées... Pour finir, en 1934, le Révérend Père Rutten¹⁷ dépose au Sénat une proposition de Loi « *tendant à limiter le travail de la femme mariée dans les usines, les ateliers, sur les chantiers et dans les bureaux* ». Cette proposition s'appuyait sur les avis de divers groupes de pression mais il y apparaît que la majorité des représentants des employeurs [le Comité Central du Travail Industriel] est fermement opposée à la dite proposition pour les motifs suivants : « *l'industrie éprouve actuellement de telles difficultés à conserver son activité, qu'elle doit repousser par principe et catégoriquement toute mesure, si généreusement inspirée qu'elle puisse être, qui serait susceptible d'accroître encore ses entraves, de diminuer ses possibilités de concurrence à l'exportation et, par conséquent, de faire au personnel qu'il s'agit de protéger un tort infiniment plus grand que ne lui apporterait d'avantages la législation proposée* »¹⁸. Peu de temps après, dans le cadre de pouvoirs spéciaux¹⁹, le gouvernement adoptera²⁰ le trop fameux A.R. n°40, autorisant le Ministre du Travail... à contingenter, s'il y a lieu, le nombre de femmes mariées pouvant travailler dans certaines entreprises pour les remplacer par des chômeurs masculins. Cet arrêté suscita la mobilisation de presque toutes les organisations de femmes²¹ qui déboucha sur un large rassemblement de protestation, tenu le 21 décembre 1934, dans la salle de la Grande Harmonie, à Bruxelles. À partir de mars 1935, un nouveau gouvernement (van Zeeland), qui est cette fois tripartite, se sent tenu à créer la très officielle « Commission

du Travail Féminin »²². Celle-ci rend rapidement un premier avis qui demande le report du fameux arrêté royal tant contesté. Le gouvernement se range à cet avis et le 22 novembre 1935 fait retirer l'A.R. n°40. Le mouvement féministe a franchement gagné sur ce point mais les autres mesures hostiles aux travailleuses mariées, déjà adoptées, sont demeurées telles quelles (réductions de rémunérations et blocage de recrutement dans la fonction publique, suppression des allocations de chômage...) et ont continué à pénaliser durablement la carrière des femmes mariées.

Cet épisode est significatif parce que, si dans un premier temps, sous la pression d'une partie de la société civile surtout chrétienne, le pouvoir politique avait adopté des mesures hostiles au travail professionnel des femmes mariées, dans un deuxième temps, sous la pression du patronat et des organisations de femmes, il a dû abandonner les mesures contestées par le patronat...

L'intérêt économique du travail des femmes était bien connu. En effet, en 1928, peu avant le déclenchement des mesures de crise, Elise Plasky, inspectrice du travail, avait fait le point sur la question du travail et des salaires des femmes²³. Son analyse permet de comprendre pourquoi le patronat ne voulait absolument pas renoncer à une main-d'œuvre aussi profitable et allait refuser l'application de cet A.R. n°40 !

Les modifications des structures du salariat féminin

Après la grande guerre, nous assistons aussi à l'inexorable déclin du travail industriel à domicile. La majorité des travailleuses de ces secteurs se retrouvent sans protection sociale et risquent donc d'être exclues du marché du travail. Ce mode de fabrication était particulièrement féminisé à cette époque, mais concernait encore une grande diversité de métiers. À partir du dernier quart du XIX^{ème} siècle, les conditions d'exécution et de rémunérations de ce travail industriel à domicile avaient été vivement dénoncées comme relevant d'un *Sweating-System*²⁴. Dans les premières années du XX^{ème} siècle, l'Office du Travail²⁵ avait produit un excellent dossier sur le travail industriel à domicile (monographies et statistiques). Des expositions très réalistes avaient eu lieu dans plusieurs pays et dans plusieurs villes en Belgique²⁶. En 1910-1911, une proposition de Loi avait été déposée à la Chambre en vue de la réglementation des industries à domicile mais l'adoption d'une réglementation d'ensemble se fera attendre jusqu'en 1934.

Or, ce type de production s'était effondré progressivement, laissant sans travail plusieurs dizaines de milliers de femmes. Pouvaient-elles faire appel à l'*assistance* chômage qui n'intervient que

subsidiairement auprès des *assurés* contre le chômage (caisses syndicales) ?

Rappelons qu'avant la guerre (Recensement de 1910), les femmes représentaient 23% des assurés contre le chômage et 17,7% des chômeurs recensés. Mais les ouvrières des industries à domicile sont rarement *assurées* contre le chômage et lorsqu'elles sont confrontées aux fermetures des industries à domicile, le *Fonds National de Crise* qui n'intervient que subsidiairement²⁷, ne veut ou ne peut intervenir sous prétexte que le chômage d'un travailleur occupé par divers donneurs d'ouvrage est incontrôlable, ce qui est habituellement le cas des ouvrières à domicile. Finalement, suite à maintes contestations, le *Fonds National de Crise* admettra, par une circulaire du 8 juillet 1921, de prendre en considération le carnet de salaire comme preuve du travail presté avant la mise en chômage²⁸. Des réactions de dentellières et de tresseuses de paille sont présentées dans le récent ouvrage : « *Le chômeur suspect. Histoire d'une stigmatisation* »²⁹.

Le *Fonds National de Crise*³⁰ s'est imprégné de l'esprit d'*assistance*³¹ qui, pendant la guerre, avait guidé le *Comité National de Secours et d'Alimentation*³². En effet, en 1915, ce dernier octroyait par semaine, à un *chômeur* chef de ménage 3 fr + 1,50 fr pour son épouse à charge + 0,50 fr par enfant de moins de 16 ans. Et désormais le *Fonds National de Crise* octroie, lui aussi, aux chômeurs complets (en fin de droits ou dont la caisse d'assurance est épuisée) une allocation complémentaire pour l'épouse au foyer et pour les enfants de moins de 16 ans. Cette contamination de l'*assurance sociale* par l'*assistance* est toujours présente dans la branche du chômage.

Alors, quel dilemme pour les ouvrières qui ont perdu leur travail dans les industries à domicile !? Elles vont souvent opter (pression du mari oblige) pour le statut de *femme au foyer* qui procure une majoration d'allocations à leur conjoint. Mais cette *réduction au statut de femme au foyer* leur fait perdre leurs qualifications professionnelles, la valorisation sociale de celles-ci et les droits qu'elles pouvaient avoir acquis...

Conclusions

En inversant les périodes de l'analyse du travail professionnel des femmes nous avons voulu insister sur la construction historique de celui-ci. Les femmes veulent atteindre une autonomie sociale et économique, mais elles font face à trois types d'acteurs : le patronat attaché à une main-d'œuvre, très productive, mal payée et compressible à souhait ; l'Etat enclin à satisfaire les exigences patronales et masculines ; les hommes qui en tant que travailleurs, ont un intérêt collectif à accentuer

la sexualisation de la hiérarchie des rémunérations et des postes de travail, en tant que conjoints/cohabitants ont un intérêt personnel à la présence gratuite d'une femme au foyer et qui, en tant qu'acteurs syndicaux, participent à la concertation sociale.

Alors oui, l'augmentation récurrente des taux d'activité et d'emploi des femmes est un miracle, mais un miracle de résistance à une adversité multiforme dont les dégâts s'inscrivent durablement dans leur vie active.

NOTES

1. C'est-à-dire ce qu'il en coûte (en prélèvements) de passer d'un statut de l'aide sociale (RIS) à celui de travailleur.
2. Mettons de côté les femmes dont les revenus de propriétés sont nettement supérieurs à ceux que leur procurerait un travail professionnel même haut de gamme. Ces femmes ne sont pas nécessairement inactives : certaines, surtout au XIX^{ème} siècle, s'occupent activement de philanthropie, certaines administrent leur domaine et y dirigent tout un ensemble de personnels domestiques.
3. Sylvie Schweitzer, *Les femmes ont toujours travaillé. Une histoire du travail des femmes aux XIX^{ème} et XX^{ème} siècles*, éd. Odile Jacob, coll. Histoire, Paris 2002, 4^{ème} de couverture.
4. *Id., op. cit.*, la cécité statistique., p. 61 et suiv. Pour la Belgique, Eliane Gubin s'est attelée à cette critique à propos de « *L'Industrie linière à domicile dans les Flandres en 1840-1850. Problèmes de méthode* » dans *RBHC/BTNG*, 14, 1983, p. 369-401.
5. Combien répondaient que leur femme ne fait rien ?
6. Ce n'est pas une pratique périmée : l'enquête périodique sur l'état de santé en Belgique obtient une majorité de réponses auprès d'un répondant « chef de ménage » qui fournit des données sur l'état de santé et les dépenses de santé des enfants du ménage !
7. Les charges familiales (enfants, travail ménager...) et plus largement le « *care* ».
8. En fait, aussi profondément qu'ils l'avaient fait et tenté de le faire au cours de la crise des années trente. H. Peemans-Poullet, « *Crise et antiféminisme* », dans *Les femmes et leurs maîtres*, [sous la dir. de Maria A. Macciocchi], éd. Christian Bourgois, 1978, p. 103-140 et

H. Peemans-Poullet, « *Crise : accroissement de l'inégalité entre les sexes. L'inefficacité de la résistance des femmes* » dans *Contradictions*, n°48, 1986, p. 1-25.

9. Qui sont financées par l'assurance chômage.
10. Le patronat du textile par intérêt, les pouvoirs politiques par souci de maintenir une petite paysannerie à la campagne comme gage de paix sociale, les autorités sociales pour des raisons diverses...
11. *Enquête sur l'industrie linière* [sous la dir. de N. Briavoinne], éd. Ministère de l'Intérieur..., 1843, p. 383.
12. Hormis certaines des analyses initiées par le ministère de l'Industrie et du Travail, publiées dans la série des monographies de l'industrie à domicile (dont la publication de Pierre Verhaegen sur la dentellerie). Le déclin de la production de dentelle n'a été timidement freiné que par l'action de quelques bourgeois philanthropes et par les couvents/producteurs...
13. En 1870, la Belgique comptait 150.000 dentellières/ouvrières à domicile, en 1896, 47.740 ; en 1910, 70.747 ; en 1930, 9.395. Voir : Elise Plasky, *Nos exportations et importations de dentelles de 1870 à 1938*, dans *Revue du Travail*, août-sept.-déc., 1939 [tiré à part], p. 16.
14. Pour l'économie du pays et pour les revenus du ménage...
15. Le Comité des dames belges qui, en vue de l'exposition universelle de Chicago, a été chargé de publier en 1893 les « *Éléments d'enquête sur le rôle de la femme dans l'industrie, les œuvres, les arts et les sciences en Belgique* » [426 p.] ne fait guère allusion à la « femme au foyer ».
16. Maria Baers, *Le Travail salarié de la femme mariée*, éd. de la CSC et des OSFC, 1928.
17. Par ailleurs pilier du Mouvement Ouvrier Chrétien et particulièrement de la CSC.
18. Documents parlementaires, n°84, Sénat de Belgique, séance du 13 février 1934, *Proposition de Loi tendant à limiter...*, p. 8.
19. Votés le 30 juillet 1934.
20. Le 8 décembre 1934, gouvernement Theunis (cath.+lib.)

21. Y compris du « *Féminisme chrétien* » de Louise van den Plas.
22. Le 13 juillet 1935. Elle est présidée par Jeanne-Émile Vandervelde, et les principales ténors de l'opposition aux mesures contre le travail des femmes (Isabelle Blume, Georgette Ciselet...) mais aussi celles qui y étaient favorables (Maria Baers).
23. Elise Plasky, *Travail et salaires féminins*, Rapports annuels de l'Inspection du Travail, Ministère du Travail..., année 1928, Bruxelles, 1929.
24. Pierre Verhaegen, *Travail à domicile et Sweating System*, éd. par la Ligue sociale d'acheteurs d'Anvers, Bruxelles, 1912.
25. Du Ministère de l'Industrie et du Travail, plusieurs volumes en 1909...
26. L'exposition universelle sur « Le travail à domicile en Belgique », tenue à Bruxelles en 1910 avait aussi contribué à rendre visible l'importance du travail à domicile et ses déplorables conditions de travail. Elle fut suivie par une même exposition à Anvers et à Gand en 1913.
27. Le Fonds National de Crise, créé en 1920, rétablit le système d'assurances libres subsidiées (caisses d'assurances syndicales) complété par un régime d'assistance lorsque l'assuré a épuisé ses droits à l'assurance chômage ou lorsque sa caisse d'assurance a épuisé ses ressources. Sur le chômage des femmes mariées au cours des années '20 et suiv., voir Walter Leën, *Werkloosheidsverzekering en werkloozensteun in België*, éd. S.A. Standaard-Boekhandel, Brussel, Leuven, Antwerpen, 1933, p. 222-226.
28. G. de Leener, *La Belgique restaurée...*, 1926, p. 353 et s.
Walter Leën, *Werkloosheidsverzekering en werkloozensteun in België*, éd. S.A. Standaard-Boekhandel, Brussel, Leuven, Antwerpen, 1933, p. 217.
29. Sous la dir. de Florence Loriaux, éd. Carhop/Crisp, 2015, p. 115-117.
30. Qui est remplacé en 1935 par l'Office National du Placement et du Chômage est le lointain ancêtre de l'ONEM.
31. N'accorder des droits que sur base de l'état de besoin.
32. Celui-ci intervenait pour trois catégories de personnes : le groupe A,

les nécessiteux ; le groupe B, les familles de militaires ; le groupe C, les chômeurs (donc ayant été assurés contre le chômage).
